



ZFE : 1 Français sur 2 est contre



l'énergie facile en quelques clics !

Face à l'arrivée imminente des Zones à Faibles Émissions (ZFE) dans les grandes villes françaises, beaucoup d'automobilistes s'opposent. Bien qu'il faille protéger l'environnement, la forte inflation ne permet pas aux Français un changement de véhicules.

ZFE : des règles encore plus strictes

Dès 2024, les grandes villes françaises, dont Lyon, Marseille et Paris, imposeront **des règles plus strictes pour réduire la pollution**. Les véhicules les plus polluants, notamment les diesels immatriculés entre 2001 et 2005, seront interdits. Cette mesure vise à améliorer la qualité de l'air et donc la santé des piétons. Cependant, de nombreux automobilistes grondent.

Selon une étude BVA pour AutoJM, **51% des Français expriment leur réticence face aux ZFE**. Et **cette réticence est la même aussi bien à Paris qu'en province**. Cette opposition s'explique par les coûts supplémentaires engendrés. Que ce soit pour la modification ou le remplacement de véhicules et les risques d'amendes. De plus, **les infrastructures de transport alternatif sont très insuffisantes dans certaines régions**.

60 % des voitures interdites en 2030 dans les grandes villes ?

L'inflation est toujours très forte. Pour cela, **65% des Français jugent inopportun l'achat d'un nouveau véhicule**. La majorité (77%) préfère **conserver leur voiture actuelle, malgré les restrictions à venir**.

Raynald Thevenet, Directeur Général d'AutoJM, souligne ce paradoxe. Il faut réduire significativement la pollution tout en gérant la perte de pouvoir d'achat et la hausse des prix des véhicules. **Il appelle à des aides étatiques équilibrées pour aider les Français**. D'ici à 2030, **près de 60% des automobilistes pourraient être impactés par ces changements**.

